



Déclarations et Discours

DD 83/18

RÉFLEXIONS SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

Notes pour une allocution du premier ministre du Canada, le très honorable Pierre Elliott Trudeau, à la Conférence « Strategies for Peace and Security in the Nuclear Age » qui s'est tenue à l'université de Guelph, Ontario le 27 Octobre 1983.

Permettez-moi tout d'abord de féliciter les organisateurs de cette conférence sur la paix et la sécurité qui réunit de nombreuses personnalités éminentes. Le thème retenu ne saurait être plus actuel, et le site choisi ne pouvait mieux convenir, car le nom de votre ville évoque une époque déchirée, elle aussi, par des factions hostiles, des coalitions rivales et de profonds clivages idéologiques.

La lutte féroce qui opposa guelfes et gibelins ravagea l'Europe pendant une bonne partie des XII^e et XIII^e siècles. Un principe fondamental était en cause : qui, du Pape ou de l'Empereur, devait avoir la suprématie? De l'Allemagne, ce conflit gagna l'Italie, la France et la Sicile, entraînant dans son sillage d'autres puissances et d'autres intérêts. Aucun pays, aucune Église, aucune classe sociale, aucune famille d'Europe ne fut à l'abri des déchirements provoqués par ce débat.

Les papes excommuniaient les empereurs et les empereurs déclaraient la guerre aux papes. La lutte entre guelfes et gibelins se singularisa par sa férocité, par le grand nombre de victimes et la dévastation des villes qu'elle provoqua, et par l'influence durable qu'elle a exercée sur la politique et la culture européennes. Ce conflit fut, à sa façon, la première guerre totale, à l'échelle d'un continent. Et comme ce sont les vainqueurs qui font l'histoire et la géographie, le nom de guelfe désigne aujourd'hui votre ville et célèbre ainsi la mémoire de la dynastie des gagnants.

Ce nom de Guelph, ville canadienne, m'incite d'ailleurs à souligner une autre réalité à la fois bien connue et fondamentale : celle des liens profonds qui unissent les Canadiens à l'Europe et se manifestent, en particulier, lorsque celle-ci est en proie à des conflits. Cet attachement à l'Europe transcende la simple toponymie ; il imprègne notre histoire, notre culture et bon nombre de nos politiques gouvernementales. Je ne nie pas pour autant notre appartenance nord-américaine, non plus que notre ouverture sur le Pacifique. Je constate simplement que notre attachement à l'Europe refait vigoureusement surface quand il est question de paix et de sécurité.

La participation du Canada aux deux guerres mondiales du siècle, son statut de membre fondateur et de partenaire loyal de l'OTAN, sa décision de procéder à l'essai de missiles de croisière sur son territoire sont autant de preuves que nous reconnaissons l'interdépendance de notre sécurité et de celle de nos alliés européens.

En vertu de sa grandeur et de sa position géographique, un pays comme le nôtre aurait pu envisager, dans le passé et même maintenant, d'autres choix, notamment l'isolationnisme ou l'adhésion au club des puissances nucléaires. Mais le Canada a toujours rejeté ces choix pour s'engager résolument sur la

voie de la sécurité collective. Et notre politique étrangère a toujours reposé et repose encore solidement sur notre fidélité à l'Alliance atlantique et sur notre association avec les États-Unis pour la défense du continent nord-américain.

Les engagements politiques, économiques et militaires que nous avons pris en vue de notre défense commune comportent toutefois des droits à la mesure des devoirs qu'ils nous imposent. Ils nous accordent en particulier le droit d'exposer notre point de vue sur l'ensemble des politiques occidentales, et le devoir de réfléchir à la situation actuelle et aux orientations qu'il convient d'adopter pour l'avenir.

Nous refusons d'être des partenaires silencieux dans les organismes dont nous sommes membres, car se taire équivaldrait à renoncer à nos responsabilités face à la crise. Nos engagements internationaux sont clairs, car nous sommes profondément conscients de vivre dans un monde où l'interdépendance est la règle. Nous ne craignons pas de négocier avec ceux qui pourraient nous menacer, car cette crainte trahirait un manque de confiance dans le pouvoir vital de nos valeurs propres.

Telle est l'attitude qui inspirera aujourd'hui mes propos, et c'est dans cet esprit que je souhaite partager avec vous mes propres réflexions sur le thème que vous avez choisi : « Stratégies de paix et de sécurité à l'ère nucléaire ».

Je vous avouerai sans détour que je suis profondément troublé par le climat d'acrimonie et d'incertitude qui règne à l'heure actuelle, par l'état alarmant des relations Est-Ouest, par les risques de confrontation entre grandes puissances et par l'écart qui se creuse entre stratégie militaire et objectifs politiques. Cette situation témoigne du besoin impérieux d'affirmer la primauté de l'esprit de l'homme sur les engins de guerre.

Il existe à l'heure actuelle une conjonction alarmante de diverses crises : crise d'armements, bien sûr, mais aussi crise de confiance en nous-mêmes et crise de foi envers les autres. Comment enrayer cette convergence inquiétante? C'est pour chercher réponse à ces questions que je suis ici ce soir.

Il y a, me semble-t-il, au départ un problème d'épistémologie : la difficulté que nous éprouvons tous à saisir ce qui se passe vraiment dans le monde; à connaître et à comprendre la situation d'une façon assez précise pour nous permettre d'intervenir utilement.

Trop souvent notre savoir et nos jugements sont à la fois vrais et faux. Cela est attribuable en grande partie à l'évolution rapide de situations que nous n'arrivons pas vraiment à cerner. Nous savons, par exemple, qu'au cours de la présente décennie, un grand nombre de nouvelles sources de pouvoir ont fait leur apparition, créant ainsi de nouveaux centres de pouvoir fondés sur le pétrole, la main-d'œuvre à bon marché ou l'hégémonie régionale. Nous parlons d'un monde multipolaire, ce qui semble indiquer qu'aucun pays ne peut vivre isolément, et qu'aucune puissance ne peut vraiment prétendre à la suprématie. Mais, surtout à l'heure actuelle, on peut affirmer avec autant de vérité que les rapports entre grandes puissances sont tout aussi dominateurs et déterminants qu'ils l'étaient au cours des années cinquante, alors que nous disposions uniquement, pour appréhender la réalité, du modèle bipolaire qui nous paraît aujourd'hui trop simpliste.

Autre exemple de la difficulté de comprendre notre époque : la stratégie militaire fait aujourd'hui l'objet de nombreux débats. Ce qui est bon signe. De nombreux stratèges, qui cherchent avec raison les moyens de prémunir les nations contre une guerre nucléaire, préconisent l'augmentation des armes classiques et l'adoption de nouvelles doctrines de dissuasion axées sur ces armes. Certaines de ces doctrines visent de façon louable à relever le seuil nucléaire, c'est-à-dire à retarder, voire prévenir le recours tragique aux armes nucléaires en cas de conflit en Europe.

Je considère qu'un tel objectif est de première importance. La tâche ne serait pas facile et il faudrait y mettre le prix. Mais tout en admettant que cette idée a du bon en ce qui concerne l'Europe, je suis inquiet de la portée d'une telle décision. Les armes non nucléaires en sont arrivées à être très perfectionnées et leur marché est pratiquement ouvert à tous. Les missiles volant au ras des eaux, les bombes guidées au laser et les armes à fragmentation s'obtiennent presque sur demande. Faut-il en déduire que la limitation des armes nucléaires a pour objet de livrer notre monde à la guerre classique?

De toute évidence, il manque un élément essentiel à cette équation, et c'est l'incitation à créer un équilibre des armes et des forces classiques à des niveaux moins élevés plutôt que le contraire. Un mécanisme pour convenir de moyens classiques de dissuasion, mais en réduisant de façon significative toute concentration de forces dangereuse.

Voilà jusqu'à un certain point, la tâche assignée aux négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Mais le succès de ces pourparlers suppose l'élaboration d'une stratégie militaire fondée sur une plus grande confiance entre l'Est et l'Ouest et une volonté politique d'aboutir.

Permettez-moi de vous donner un autre exemple de la difficulté de comprendre une époque en apparence contradictoire. J'ai utilisé tout à l'heure le mot interdépendance. Ce terme est généralement admis pour décrire le monde tel que nous le connaissons. Et il semble décrire une situation rationnelle et stable, une nouvelle éthique à cultiver. Mais nous constatons en même temps que les conséquences de l'interdépendance sont souvent imprévues, irrationnelles, négatives et incontrôlables. Autant de tendances qui favorisent l'inégalité entre pays et suscitent entre eux des tensions profondes.

Si nous avons du mal à comprendre les complexités de l'interdépendance, nous sommes encore plus démunis lorsqu'il s'agit de cerner les rapports économiques entre la paix et la sécurité.

Prenons le cas de la Pologne. La faillite économique du pays nous incitait à lui venir en aide. Les banques occidentales avaient pris de grands risques et, manifestement, il y allait de notre intérêt à tous de tenter de ranimer l'économie polonaise. Toutefois, des considérations politiques dominantes, à la suite de la proclamation brutale de la loi martiale, ont milité en faveur d'initiatives totalement contraires.

Ainsi, le débat concernant les relations économiques entre l'Est et l'Ouest, qui resurgit à toutes les réunions des pays occidentaux, pose la question fondamentale et non encore résolue du degré d'interdépendance économique souhaitable entre les deux systèmes. Certains veulent le diminuer, d'autres

l'augmenter. Et, paradoxalement, ce sont souvent les partisans d'une diminution qui vantent les mérites du recours aux sanctions économiques punitives, lesquelles ne sont efficaces que s'il y a interdépendance et si le comportement des Soviétiques peut être modifié par l'appât du gain économique. En outre, ceux qui préconisent des sanctions économiques dans le secteur civil considèrent apparemment que ces sanctions influenceront sur les dépenses militaires de l'URSS. Pourtant, ils ne sont pas sans savoir qu'il y a peu ou point de liens entre l'économie civile et l'économie militaire en Union soviétique.

Ce débat récurrent tend à rouvrir des plaies particulièrement difficiles à cicatrifier dans le monde actuel car les délibérations sur la question des relations Est-Ouest ont malheureusement tendance à dégénérer en un duel fratricide entre pays de l'Ouest. Ainsi, il est arrivé que l'on accuse Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou moi-même — pour des motifs particuliers ou sous le coup de l'émotion — d'être une menace plus grave à la sécurité occidentale que les Soviétiques et leurs satellites.

On dirait même que la diversité, le pluralisme et la liberté d'expression que nous tenons à sauvegarder, grâce à l'Alliance, ne sont pas de mise au sein même de l'Alliance.

Une Alliance se déchirant elle-même est un paradoxe sur lequel l'histoire jette une lumière instructive. L'OTAN saura éviter cet écueil si nous agissons avec prudence. Mais nos institutions ne pourront relever des défis nouveaux qu'à la condition de hausser le niveau de leur débat, le contenu intellectuel de leurs délibérations, de façon à faire face aux réalités changeantes de notre environnement.

Tous ces paradoxes me rendent mal à l'aise. Notre aptitude à analyser et à comprendre dans toute sa complexité l'ère nouvelle qui s'est ouverte dans les relations Est-Ouest me semble insuffisante. Et le recours à des attitudes et à une rhétorique d'une époque de guerre révolue ne sont pas de nature à me rassurer, même si les Canadiens surent alors garder leur sang-froid.

Car ce n'est pas notre courage qui est mis aujourd'hui à l'épreuve, pas plus qu'il ne s'agit d'un jeu dont nous pourrions être les spectateurs enthousiastes. Ce qui est en cause, c'est la survie même de l'espèce humaine. Et ce qui est mis à l'épreuve, c'est notre force et notre volonté, comme gouvernants, d'enrayer la course aux armements nucléaires.

Lorsque j'ai pris la parole à la deuxième session extraordinaire des Nations unies sur le désarmement, en juin 1982, j'ai déclaré :

« ... Je comprends fort bien la perplexité et l'angoisse de nos populations. Le débat nucléaire est complexe, et il semble obéir à une curieuse logique à rebours. On y traite d'un pouvoir qui, de l'avis de tous, est inutilisable. On y plaide en faveur d'un accroissement immédiat des armes nucléaires dans le but d'en diminuer le nombre à long terme, et les experts considèrent froidement la vulnérabilité des villes et des gens comme un facteur de stabilité dans l'équilibre nucléaire. Mais le pire est que tout ce débat offre bien peu d'espoir de solution, même lointain, à ceux qui en sont les témoins impuissants. »

Une année s'est écoulée depuis, et j'ai toujours aussi peu de motifs d'espérer. Comment en sommes-nous arrivés à cette impasse? L'évolution tortueuse des relations Est-Ouest au cours des quinze dernières

années nous fournit des éléments de réponse. Par nature, ces relations ont tendance à échapper à toute gestion et à tout contrôle. Elles s'inspirent d'idéologies et de modèles de civilisations opposées et, de part et d'autre, elles sont capables de semer la destruction sur tous les continents. Tout comme les guelfes et les gibelins, les deux parties prônent des conceptions totalement opposées de l'ordre politique, des valeurs humaines et du comportement social.

En tant que Canadiens, nous savons ce que nous voulons. Nous avons œuvré sans relâche en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde. L'OTAN a sans doute été, au cours des trente-cinq dernières années, l'un des instruments de prévention d'une guerre nucléaire. Le Canada a également été l'un des premiers pays à œuvrer aux Nations unies et ailleurs pour le contrôle des armements et le désarmement. Notre industrie nucléaire nous a, par la force des choses, rendus experts en matière de garanties d'utilisation pacifique du nucléaire, et a provoqué chez nous un engagement particulier en faveur de la non-prolifération. Nous avons constamment milité en faveur d'un traité visant l'interdiction complète des essais nucléaires, d'une convention interdisant l'utilisation des armes chimiques, et d'un accord prohibant le déploiement de toute arme dans l'espace.

Nous avons su assumer notre rôle dans les périodes de coopération et faire notre part dans les périodes de confrontation. Nous nous sommes taillé, dans le domaine des relations Est-Ouest, une place bien à nous, déterminée par notre histoire et notre géographie, par notre appartenance à l'OTAN, par les vagues successives d'immigration, par des priorités comme le commerce et les droits de la personne et enfin, par ce sens du réalisme qui, selon John Holmes, est à la fois l'accomplissement et la satisfaction de la maturité, chez les puissances moyennes.

Je ne crois pas que nous nous soyons jamais fait d'illusions au sujet de la détente, qui a été éphémère et critiquée de toutes parts. Et je n'ai certes pas honte du rôle que j'ai moi-même joué dans ce processus, issu d'une conjoncture marquée des deux côtés par des considérations géopolitiques, des aspirations économiques et un leadership collectif.

Mais le processus est trop vite devenu un élément du problème. Les principaux progrès de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix ont été réalisés avec difficulté, peut-être à cause des trop nombreuses conditions qui s'y attachaient. Les historiens voudront sans doute s'interroger sur les raisons pour lesquelles au cours d'une même année, soit en 1975, la structure officielle de la détente a atteint son point culminant, avec la signature de l'Acte final d'Helsinki, tandis que son objectif général était sur le point de s'effriter par suite de l'intervention aventuriste de l'Union soviétique et de Cuba en Angola.

La détente a rapidement donné des signes de faiblesse d'un processus vidé de sa substance. Des questions aussi fondamentales que les droits de la personne, la coopération économique et l'hégémonie dans des sphères d'influence névralgiques ont fait l'objet de chantage d'un côté comme de l'autre. La détente est devenue à la fois divisible et réversible.

Pourtant, je ne suis pas prêt à dire qu'elle a été un échec. La détente a eu des effets bénéfiques évidents du point de vue de la stabilité et de la coopération. Pour ce qui est de son influence à long terme, sur

l'élite soviétique par exemple, il est trop tôt encore pour en juger. Mais elle ne fut pas étrangère à une importante tendance qui s'est manifestée au début des années soixante-dix et dont il ne semble guère rester de trace. Je veux parler de la disposition qu'avaient alors les plus hautes autorités des pays de l'Est et de l'Ouest à engager le dialogue politique et à se consulter régulièrement.

Ce dialogue n'a pas été vain. Il a mené à une série de pactes ou d'accords interreliés sur les armements stratégiques, sur le Vietnam, sur la place de la Chine dans le monde et sur la coopération dans l'espace. Des mécanismes permettant de résoudre les situations de crise furent mis en place avec peine. Il s'agissait d'un processus où le respect mutuel le disputait à la recherche d'un avantage sur l'autre. Autrement dit, c'était de la haute politique.

Avec la perte de cette impulsion, et à défaut de haute politique dans les relations entre l'Est et l'Ouest, il n'est pas étonnant que toute trace de confiance dans les intentions de l'autre partie semble également avoir disparu. Il ne reste guère non plus, et cela m'inquiète beaucoup, de marque du génie politique et de l'imagination mis en œuvre pour améliorer les intentions d'autrui. On constate maintenant une complaisance inquiétante, une tendance à nous adapter au pire plutôt qu'à exercer notre influence pour améliorer les choses. Bref, nous sommes en train de dépolitiser nos plus importantes relations politiques.

Les deux superpuissances sont en partie responsables de cet état de choses, mais elles ne sont, certes, pas les seules à blâmer. Les États-Unis et l'Union soviétique nous surpassent par l'ampleur de leur influence, l'importance de leurs arsenaux et l'étendue des responsabilités que leur impose leur leadership respectif. Évidemment, se sont deux puissances bien différentes, et il ne me viendrait pas à l'esprit de les considérer sur le même pied sur le plan moral. Néanmoins, elles font partie l'une et l'autre d'un univers à part, et leur perception du monde est telle que même les événements les plus lointains peuvent menacer leurs intérêts ou les pays qui leur sont associés.

Ces deux puissances ont aussi d'autres traits communs : elles occupent chacune un vaste territoire et jouissent d'une grande indépendance économique ; leurs relations avec l'Europe et avec l'Asie sont ambivalentes ; leurs populations sont multi-ethniques et leurs politiques respectives, en réaction à celles de l'autre, versent périodiquement dans l'unilatéralisme et l'isolationnisme.

Il est trop facile de nier que Washington et Moscou partagent de graves responsabilités, ou de se refuser à admettre que les deux puissances semblent manquer à l'heure actuelle d'une vision politique du monde qui permettrait à leurs peuples d'y vivre en paix. Ce qu'il faut absolument dire, c'est que, comme la guerre est chose trop importante pour être confiée aux généraux, de même les rapports entre superpuissances sont peut-être devenus trop empreints d'animosité pour qu'on les laisse déterminer seules le cours des relations entre l'Est et l'Ouest.

Les stratèges militaires établissent couramment une distinction entre le potentiel militaire de l'adversaire, soit les armes à sa disposition, et ses intentions, c'est-à-dire le moment où il entend utiliser ces armes, la manière dont il le fera et les raisons qui l'y pousseront. Je m'inquiète du fait que nous consacrons beaucoup trop de notre temps à dénombrer les armes de chaque partie, et trop peu à essayer de découvrir les intentions qui déterminent leur utilisation. Nous réussissons peut-être un jour à bloquer le potentiel nucléaire des deux camps à un niveau bien inférieur. Mais existe-t-il un moyen de

« bloquer » les intentions belliqueuses de ceux qui auront éventuellement le pouvoir de mettre en œuvre les armes restantes ? C'est sur ce point que pêche la thèse du gel des armements nucléaires.

Même von Clausewitz, l'architecte de la guerre totale, insistait pour subordonner le potentiel militaire à un cadre politique. Il affirmait : « La guerre est indissociable de la politique ; si ce n'était le cas, elle serait sans but et dépourvue de sens. » Je partage son avis sur ce point. J'ai la conviction que les pays de l'Est, comme ceux de l'Ouest, devraient accorder la priorité absolue à la définition de nouveaux rapports, d'une stratégie militaire conjuguée, en même temps que subordonnée, à des buts politiques clairement articulés.

Nous vivons à une époque où l'on remet en question bon nombre des conceptions stratégiques qui ont dominé l'après-guerre. Les stratèges de la nouvelle école et les critiques de la gauche comme ceux de la droite se penchent, chacun dans son optique, sur de nombreux aspects essentiels des doctrines stratégiques de l'ère nucléaire. Tous s'accordent cependant pour reconnaître les changements en cours, l'évolution de mentalité survenue chez les personnes qui vivent en permanence dans la crainte d'une guerre nucléaire et l'importance d'écarter les idées dépassées.

Cette remise en question, aussi stimulante soit-elle, fait toutefois abstraction, je pense, d'un aspect important, soit le rôle de la stratégie militaire à l'époque nucléaire. À mon avis, la stratégie militaire doit avant tout être assujettie à un ensemble d'objectifs et de contrôles politiques qui puissent dominer les décisions et donner un sens aux armes modernes et à la doctrine militaire. Notre objectif essentiel doit être de ménager un climat de stabilité qui garantisse une plus grande sécurité aux pays de l'Est aussi bien qu'à ceux de l'Ouest. Nous devons chercher à écarter les craintes, les frustrations ou les ambitions quasi inconscientes qui, par le passé, ont si souvent déterminé le recours à la force.

Il m'apparaît donc essentiel, du point de vue des objectifs de l'Ouest, de conserver dans nos politiques des éléments de communication, de négociation et de transparence quant à nos intentions. Il est non moins essentiel de tenter d'inciter l'Union soviétique à clarifier d'abord, puis à modifier ses propres objectifs à l'égard de l'Ouest.

Dans un certain sens, la réponse de l'OTAN au déploiement des missiles soviétiques SS-20 en Europe s'est appuyée sur ces principes. Nous avons dû rechercher quel objectif d'intimidation politique ce déploiement pouvait servir. C'est pourquoi nous avons décidé d'adopter une stratégie à deux volets supposant, d'une part, le déploiement de missiles et, d'autre part, la négociation. Non seulement cette stratégie a été pour l'Union soviétique une incitation claire à parvenir à un accord, mais elle lui a aussi fourni un lieu pour le faire. Mes homologues de l'OTAN et moi-même demeurons fermement résolus à poursuivre cette stratégie.

La récente tragédie du Boeing de la Korean Airlines abattu par les Soviétiques soulève d'autres questions au sujet de la suprématie du pouvoir militaire en URSS. Celui-ci est-il en voie d'échapper au pouvoir politique ? Sommes-nous en train de soutenir cette tendance en n'entretenant pas de contacts réguliers avec les dirigeants soviétiques ?

Ces remarques tendent à indiquer qu'il y aurait peut-être lieu, à la veille du déploiement de nos missiles, d'ajouter à notre stratégie un troisième volet axé sur une intervention politique de haut niveau destinée à activer les pourparlers en vue d'un accord. Ce troisième volet nous permettrait de faire connaître nos objectifs politiques généraux et notre ferme propos de ne pas nous laisser intimider.

Les risques d'accident ou de calcul erroné sont trop grands pour que nous ne commencions pas à réparer les voies de communication avec nos adversaires. La tension est trop forte pour que nous n'en revenions pas à une attitude plus constructive lorsqu'il s'agit de résoudre des crises. Et le degré de méfiance mutuelle est trop marqué pour que nous n'essayions pas de rétablir la confiance par des contacts et des consultations politiques soutenus.

C'est là, à mon sens, le seul moyen de renforcer la qualité et la crédibilité des efforts déployés de toutes parts en faveur de la paix et de la sécurité. Mais un préalable s'impose à cette fin : celui de faire profiter les assemblées de l'Ouest, surtout celles qui réunissent les chefs de gouvernement, du libre échange d'idées que nous pratiquons dans nos sociétés et que nous préconisons pour les autres. Tous ces moyens sont, en quelque sorte, autant d'armes mises à notre disposition et nous ne devons pas hésiter à les employer.

À l'heure actuelle, en effet, les négociations sur les armements, tout comme la stratégie militaire, ont tendance à s'écarter de l'action politique des participants. J'ai fait allusion tout à l'heure aux pourparlers de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces qui piétinent depuis plus de dix ans. Pour que ces pourparlers sortent de leur stagnation, il faut instamment leur accorder l'attention qui convient. Au cours des années, d'autres dirigeants et moi-même avons fait plusieurs propositions dans ce sens, propositions qui jouissent actuellement d'un plus large appui.

Nous mettons beaucoup d'espoir dans la Conférence sur le désarmement en Europe organisée par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui doit débiter à Stockholm en janvier prochain. Le Canada fera tout en son pouvoir pour que cette conférence soit fructueuse. Nous sommes conscients du besoin de convenir de mesures d'ordre militaire propres à susciter la confiance. Mais ces négociations, si importantes soient-elles, ne répondront pas à nos aspirations si elles se déroulent dans un vide politique. L'équilibre précaire de la sécurité en Europe ne peut pas reposer uniquement sur une ou deux séries de négociations. Celles-ci doivent s'appuyer sur un climat de compréhension stable entre l'Est et l'Ouest, qui suppose la reconnaissance réciproque des besoins légitimes de sécurité, un dialogue permanent à un haut niveau et une attitude ferme dans la gestion des crises. Ici encore, nous avons besoin de l'intervention politique qui constituerait, comme je l'ai dit, le troisième volet de notre stratégie.

Ce qui nous manque, c'est une stratégie de confiance, des gestes constructifs de nature politique :

- des mesures propres à réduire les tensions engendrées par l'incertitude quant aux buts poursuivis, ou par la crainte des conséquences d'un échec ;
- des mesures qui atténuent l'hostilité et favorisent un minimum de respect mutuel ;

— enfin, des mesures capables de susciter une confiance véritable dans la capacité de l'homme à survivre sur cette planète.

En un mot, nous devons poser des gestes politiques constructifs pour contrer l'évolution dangereusement négative des relations entre l'Est et l'Ouest.

Je m'apprête à discuter des mesures de ce genre avec nos alliés, avec d'autres dirigeants et avec des groupes comme le vôtre. Nous devons procéder de façon rationnelle et équilibrée et faire confiance au bon sens des hommes, tout en étant pénétrés de l'urgence de notre tâche. Les négociations sur les forces nucléaires tactiques en Europe, et sur les armes stratégiques, se déroulent entre les superpuissances. Le Canada n'est pas partie à ces négociations capitales et délicates, et il n'a nullement l'intention de s'y immiscer. J'espère cependant que nous pourrions aider à influencer l'atmosphère de ces pourparlers de manière à accroître les chances de les voir déboucher bientôt sur un accord. Il nous faut envisager les facteurs en jeu avec réalisme et tenir compte du besoin primordial de sécurité et de souveraineté qui n'est jamais absent du débat sur la limitation des armements.

Commençons à rechercher ce que Franklyn Griffiths appelle une « stratégie keynésienne », c'est-à-dire des mesures anticycliques capables d'enrayer l'alternance infernale de l'espoir et de la crise. Nous devons pour cela naviguer à contre courant.

J'ai l'intention de revenir, dans d'autres discours que je prononcerai au cours des prochaines semaines, sur ces questions de confiance, de stabilité, de limitation des armements et de volonté politique qui marquent non seulement notre époque mais aussi notre existence. J'ai été cette semaine en contact étroit avec le président Reagan, et mes consultations avec d'autres dirigeants sont déjà amorcées. Je me propose de leur soumettre personnellement mes propres recommandations pour l'élaboration d'une stratégie de rétablissement de la confiance politique.

Nous examinerons plusieurs aspects de cette question, dont les moyens :

- de mettre sur pied une structure cohérente propre à susciter la confiance politique et économique, de manière à stabiliser les relations entre l'Est et l'Ouest ;
 - de détourner les superpuissances de leurs préoccupations militaires pour s'engager dans un dialogue régulier et productif et assumer les responsabilités qui vont de pair avec leur pouvoir ;
 - d'amener les cinq États dotés d'armes nucléaires à entamer des négociations destinées à fixer des limites globales à leurs arsenaux nucléaires stratégiques ;
 - d'améliorer la sécurité en Europe en relevant le seuil nucléaire et en redonnant en même temps une dynamique politique aux négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces, à Vienne, pour les tirer de leur stagnation ;
 - de prévenir la prolifération des armes nucléaires dans les autres États.
-

J'entends pour ma part honorer l'engagement pris avec mes homologues au sommet de Williamsburg, en mai dernier, « de consacrer toutes nos ressources politiques à réduire la menace de guerre. » Les questions à soulever, je crois l'avoir montré ce soir, ne sont pas faciles. Certains conflits de priorités sont inévitables. On ne peut établir un nouveau climat de confiance entre l'Est et l'Ouest en l'espace d'une journée, ni arrêter la course aux armements du jour au lendemain. Mais dans la mesure où moi-même, et les autres dirigeants qui poursuivent cet objectif, pourrons travailler ensemble à instaurer une véritable confiance, nous le ferons, je vous l'assure.

Refuser d'agir maintenant reviendrait à nous soustraire à nos obligations. Ce serait, pour ainsi dire, une forme d'évasion, notion fort bien définie dans un livre intitulé *Living with Nuclear Weapons*, publié récemment par l'Harvard Nuclear Study Group. Ce livre nous met en garde contre deux formes d'évasion. La première consiste à croire que les armes nucléaires finiront par disparaître ; les auteurs déclarent avec raison, et à regret, que tel n'est pas le cas. La deuxième consiste à penser que l'on peut traiter les armes nucléaires comme tout autre engin militaire classique. Là encore, il est évident que la réalité est tout autre.

J'ajouterais, quant à moi, une troisième forme d'évasion, à laquelle nous ne saurions succomber qu'à nos risques et périls. C'est la tentation de confondre rhétorique criarde et politique extérieure, de prendre l'inertie pour une forme de volonté et de transformer notre planète en désert au nom de la paix.

Je vous remercie.